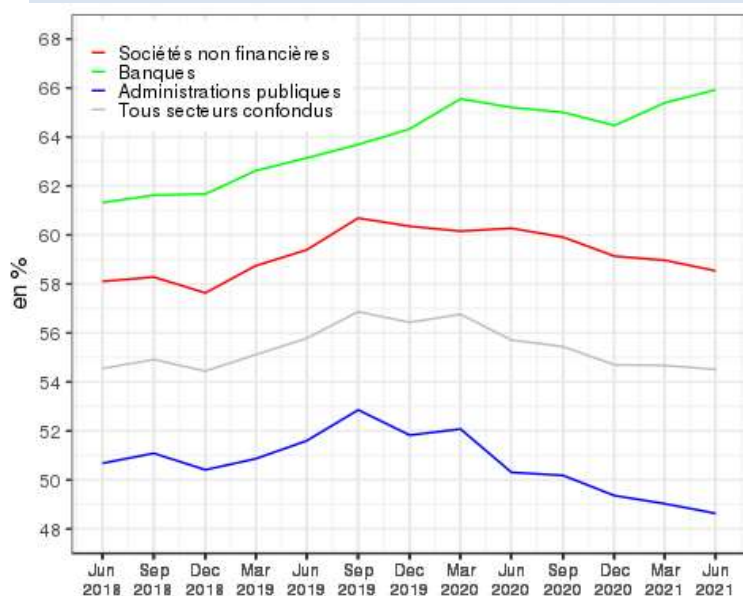


Émission et détention de titres français au 30 juin 2021

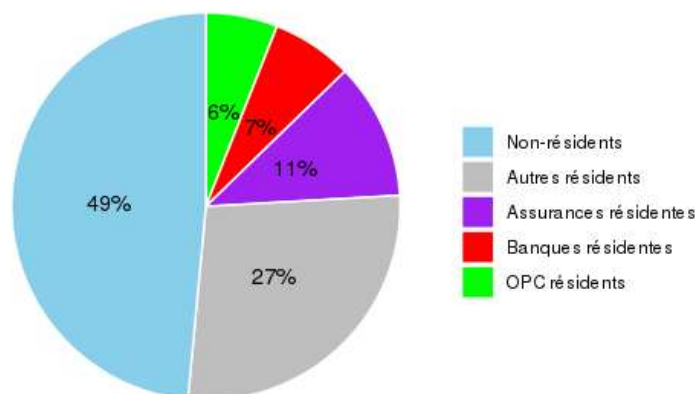
La dette à long terme française reste majoritairement détenue par des non-résidents

- Au deuxième trimestre 2021, les émissions nettes de titres de dette français s'élevèrent à 22 Mds €. Les administrations publiques émettent 26 Mds € de titres alors que les banques et les sociétés non financières remboursent respectivement 6 et 4 Mds €.
- Les non-résidents achètent 13 Mds € de titres de dette résidents et 12 Mds € d'actions cotées résidentes.
- Au 30 juin 2021, la part des non-résidents dans la détention de titres de dette de long terme s'établit à 54,5 %, après 54,7% fin mars 2021. Cette légère baisse, engagée au trimestre précédent, se poursuit pour les titres émis par les administrations publiques et les sociétés non financières. À l'inverse, la part des non-résidents dans la détention des titres émis par les banques continue d'augmenter.

Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)



Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin juin 2021



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques, des études et de l'international de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/statistiques/parution-reference-name/conservation-de-titres>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.



Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin juin 2021	Cumul 4 trimestres		T2 2021	
TOTAL	7 207	167	75	31	25
TITRES DE DETTE (1)	4 504	140	44	22	13
Sociétés non financières	694	4	-2	-4	-2
Administrations publiques (4)	2 425	137	41	26	6
<i>dont émissions de court terme (4)</i>	<i>264</i>	<i>-23</i>	<i>2</i>	<i>-2</i>	<i>8</i>
<i>dont État (4)</i>	<i>2 111</i>	<i>100</i>	<i>-2</i>	<i>16</i>	<i>-4</i>
Banques (2)	1 176	-22	5	-6	5
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	<i>278</i>	<i>-14</i>	<i>-11</i>	<i>-2</i>	<i>-1</i>
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>187</i>	<i>-35</i>	<i>-11</i>	<i>-13</i>	<i>-5</i>
Institutions financières non monétaires (3)	209	21	0	6	4
ACTIONS COTÉES (1)	2 704	27	32	9	12

- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.
 (2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.
 (3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.
 (4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin juin 2021		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin juin 2021		France	Zone euro	Fin juin 2021	Fin juin 2020
TITRES DE DETTE	19 550	23%	2 526	8 535	30%	28%
Sociétés non financières	1 593	44%	269	687	39%	46%
Administrations publiques	10 070	24%	1 061	3 290	32%	35%
Banques	4 450	26%	1 047	3 045	34%	29%
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>481</i>	<i>39%</i>	<i>879</i>	<i>2 338</i>	<i>38%</i>	<i>32%</i>
Institutions financières non monétaires	3 438	6%	149	1 513	10%	8%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL

